

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan

N° 498 du 16.08 au 17.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Michel Chossudovsky : Le 7 octobre 2001: La décision de l'OTAN et des États-Unis d'envahir l'Afghanistan. Le prétexte d'une « guerre juste ».

Capitaine L d G : Afghanistan 2014 : Ont continue de banquer ?

Amnesty réclame de nouveau l'arrestation de George W. Bush.

Agora vox : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

Une majorité de Britanniques pour un retrait immédiat d'Afghanistan.

Des Britanniques protestent contre la guerre en Afghanistan.

Manifestation antiguerre aux États-Unis.

m-a P : Comment l'occupation finance l'insurrection

1 Résistance :

Une base militaire américaine attaquée à Kandahar.

2 Afganistan

Politique

Karzai

Nous défendrons le Pakistan face aux attaques américaines.

Karzai confirme à la Loya Jirga que la coalition sous commandement OTAN restera après 2014.

Etats-Unis : L'accord de coopération avec l'Afghanistan tenu secret par Washington.

2 Usa

Obama

Le retrait étatsunien d'Afghanistan.

Prisons, exactions & torture

De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien...

Le sergent Gibbs condamné à la prison à vie pour avoir tué des civils.

3 Otan

Sur le terrain

L'Otan tue six enfants

4 Les Voisins

Iran

Dans les coulisses et au sénat

L'Iran menace de s'en prendre aux appareils US

Russie

Dans les coulisses et au sénat

Drogue: Moscou surprise par l'attitude américaine

La Russie contre une présence américaine après le mandat de l'ONU.

5 Pays Européen

Allemagne

Rassemblement anti-guerre à Bonn.

4 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des US & Otan

Province de Nangarhar(orientale) et de Khouguilani

12 militaires US, tués.

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos .

5-1 "Dix ans de guerre de l'information en Afghanistan"

5-2 Richard Labévière : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror.

5-3 Vidéo : Pour Sarko la mort des soldats français est un sujet de plaisanterie.!!!

Tiré à part

Michel Chossudovsky : Le 7 octobre 2001: La décision de l'OTAN et des États-Unis d'envahir l'Afghanistan. Le prétexte d'une « guerre juste ».

10 ans de guerre illégale

Texte publié dans la brochure de l'IRIS "Dix ans de guerre de l'information en Afghanistan"

«Elle [la stratégie américaine] a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en oeuvre de l'instabilité constructive.»

De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror

par Richard Labévière, Consultant international, Auteur de Vérités et mythologies du 11 septembre. Ed. Nouveau Monde

1er mai 2003. Sur le porte-avions USS Abraham Lincoln, le président américain George W. Bush annonce avec fierté la fin des « combats majeurs » de l'opération « Libération de l'Irak ». En toile de fond, une grande banderole sur la tour de commandement précise « Mission Accomplished.».

Cette prestation est d'autant plus grotesque qu'au même moment trois attentats frappent le coeur de Bagdad. Commençaient alors l'occupation angloaméricaine et le démantèlement de l'Etat-nation irakien, livré aux communautés, aux tribus et autres pillards, avant-goût de la démocratie selon Washington. Grotesque, ce discours l'est à plus d'un titre, mais sa structure formelle confirme au moins un point capital : la deuxième guerre d'Irak s'inscrivait bien dans le cadre stratégique plus large de la « Global War on Terror », déclenchée au lendemain des attentats du 11-Septembre.

A cette date-là, l'OTAN déclare en effet qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre les Etats-Unis, mais contre les 19 pays de l'Alliance. C'est la première fois que la clause de solidarité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord est invoquée depuis sa création en 1949. Rapidement, Al-Qaïda et son chef Oussama Ben Laden sont désignés comme responsables. Un contingent d'américains débarque le 7

octobre 2001 en Afghanistan pour l'opération Enduring Freedom. Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 de l'ONU est votée. Elle mandate officiellement une coalition internationale.

La Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est mise en place. La troisième guerre d'Afghanistan commence. Trois objectifs sont affichés : capturer Ben Laden, détruire les bases Al-Qaïda et renverser le régime taliban. Les deux derniers objectifs sont rapidement atteints.

GWOT : confusion volontaire des fins et des moyens

De la troisième guerre d'Afghanistan à celles d'Irak et de Libye (2011), ces opérations se démarquent des ripostes anti-terroristes et du contre-terrorisme traditionnels par des actions militaires de grande ampleur à l'étranger, non dénuées de visées stratégiques différentes de leurs objectifs initiaux. « Guerre globale contre la terreur » : étymologiquement, cette terminologie pose un problème de stricte logique formelle. Le terrorisme n'est pas une substance, mais un flux, sinon une technique – guerre du faible au fort – dont les modus operandi ne cessent de se transformer.

Peut-on faire la guerre à un flux ? Ne s'opposant pas à des Etats mais à des groupes non étatiques, la GWOT n'a pas de calendrier clairement établi et conduit inévitablement à l'instauration d'un « état d'exception permanent ». Elle recourt parfois à des procédures étrangères au droit international et finit par imposer, sinon « légaliser » le concept de « guerres préventives » contre les États soupçonnés d'abriter des groupes terroristes et/ou susceptibles de leur fournir des « armes de destruction massive ».

Dans une confusion volontairement établie entre ses finalités stratégiques et ses moyens tactiques, la GWOT combine la lutte directe, c'est-à-dire le démantèlement des cellules terroristes, la destruction des camps d'entraînement et la lutte indirecte. Cette dernière recouvre les enquêtes et les pressions sur les gouvernements, organisations et personnes soutenant les organisations terroristes et le gel des avoirs soupçonnés d'appartenir ou de servir à des groupes terroristes. Elle englobe aussi les aides financières aux pays participant à la lutte contre le terrorisme, les coopérations policière et judiciaire internationales ainsi que de la coopération entre services de renseignement. Sa dernière invention préconise une tentative de réorganisation politique des Proche et Moyen-Orient – le Grand Moyen-Orient – concocté par les idéologues néo-conservateurs de l'administration Bush. La deuxième guerre d'Irak aura été sa séquence la plus dévastatrice.

Le choix de l'instabilité constructive

La stratégie des Etats-Unis ne se résume pas à une traduction mécanique de ces éléments, mais de l'aveu même du président des Etats-Unis et de ses conseillers, ils permettent d'élaborer une « vision globale » et des « lignes directrices ». Le directeur exécutif du très influent Washington Institute for Near East Policy, Robert Satloff, a baptisé cette stratégie « instabilité constructive ». Il constate que la recherche de la stabilité des Etats de la région, qui fut, « historiquement », le trait dominant d'une politique proche-orientale des Etats-Unis, a abouti « à des impasses ». Cette remise en cause d'une politique étrangère privilégiant la « stabilité » des Etats des Proche et Moyen-Orient a été, certes, confortée par les attentats du 11 septembre 2001, mais son chantier était ouvert dix ans plus tôt, début 1991, dès la fin de la première guerre du Golfe. Les experts des officines néo-conservatrices, comme Paul Wolfowitz qui deviendra numéro deux du Pentagone, expliquent alors qu'il aurait fallu « poursuivre la guerre de libération du Koweït jusqu'à Bagdad, pour démanteler un pays qui restera une menace pesant à la fois sur nos intérêts énergétiques et sur la sécurité d'Israël ». Les attaques du 11-Septembre apporteront le meilleur argument aux adeptes de l'instabilité constructive, qui estiment que la menace terroriste est ancrée principalement dans certains États de la région, dont l'Irak, la Syrie et l'Iran. En « déstabilisant »

ces trois Etats de « l'Axe du mal », la stratégie américaine « révisée » prétendait anéantir le terrorisme en changeant, par la force, la nature de leur régime.

Elle a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en oeuvre de l'instabilité constructive.

GWOT : un bilan désastreux

L'utilisation optimale des attentats du 11- Septembre a fourni l'habillage médiatique idéal pour justifier les nouvelles priorités de la politique étrangère des Etats-Unis. En proclamant la priorité à la GWOT, à la chasse de ben Laden et de ses complices, « les décideurs américains vont disposer du plus bel alibi historique à leur disposition depuis la fin de la Guerre froide », explique un attaché militaire européen en poste à Washington : « Au nom de la lutte anti-terroriste, ils vont opérer le redéploiement militaire américain le plus considérable depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ».

Directeur de l'IRIS, Pascal Boniface explique.: « Les Américains ont prôné le modèle du coup de pied dans la fourmilière, y compris par la guerre. Le bilan de celle d'Irak apparaît largement et globalement négatif. Les adversaires de cette politique estiment qu'ils peuvent être de l'extérieur un mouvement démocratique mais que celui-ci doit avant tout être le fruit d'un processus interne » . En définitive, la guerre globale contre la terreur et son corollaire diplomatique – le Grand Moyen-Orient – auront sérieusement amplifié la menace qu'ils étaient censés circonscrire, sinon anéantir. Discréditant durablement les principes fondateurs des vieilles démocraties occidentales et leurs capacités à inspirer l'avenir constitutionnel et politique de pays d'autres continents, les réponses aux attentats du 11 septembre 2001 auront aussi passablement consolidé la fabrication du « choc des civilisations ».

Capitaine L d G : Afghanistan 2014 : Ont continue de banquer ?

L'aventure afghane se terminera en 2014, enfin pas tout à fait car si nos soldats rentreront, après une guerre douloureuse, nos euros et nos dollars continueront, par pelletées, à tenter de rendre ce pays estimable, moderne et prospère.

La récente conférence de Bonn, sorte de vente de charité, admet le principe de financements étalés jusqu'en 2024. Du bout des lèvres mais avec tout de même des chiffres qui font frémir alors que l'Europe et les USA sont dans une mauvaise passe. Les citoyens apprécieront : Karzaï réclame 10 milliards de dollars pour 2015 puis 7 milliards par an jusqu'en 2024. Chiffres à minima... En 10 ans, nous avons déversé, en plus de l'énergie militaire, des dizaines de milliards de dollars sans observer d'avancée notable sur au moins deux points : celui du succès militaire et celui de la capacité du gouvernement de Kaboul à se conduire autrement qu'en entité corrompue et incapable.

A Bonn, nous avons joint les mains et promis que Karzaï aurait son argent, c'est tout ce qu'il a voulu entendre. Croire que l'Afghanistan pourra, une fois l'OTAN partie, se développer, se moderniser grâce à la manne occidentale est la plus grande farce du siècle ! A Bruxelles, l'Europe réunit bientôt ses troupes, les promesses afghanes pèseront-elles sur les consciences de nos décideurs ?

Peut-être ne suis-je pas très futé et que les promesses de Bonn, une fois le dernier fantassin parti, seront revues à la baisse ? En tout cas, à Bruxelles, demain, chaque euro dépensé comptera triple parce

qu'emprunté aux générations futures (qui soit dit en passant, regardent la caravane passer sans beaucoup broncher).

Moscou déclare être intéressé par le devenir de l'Afghanistan, pour l'intégrer éventuellement à l'OSC qui pourrait devenir, une idée que Moscou ne formule pas, bailleur de fonds via ses monstres chinois et indiens notamment. La place de l'Afghanistan justifie son intégration à une alliance centre asiatique. Il serait logique que les bailleurs de fonds changent de camp. Aujourd'hui nous payons pour que l'OSC récupère demain, courte analyse j'en conviens mais ô combien probable. Quand on veut, et c'est le cas de la Russie, peser sur cette région du monde, il faut investir et « acheter » son influence. Nous ne pouvons plus, nous, occidentaux, bourrer de dollars les sacoches du bourricot au profit de profiteurs qui ne tarderont pas à se montrer, une fois nos drapeaux pliés.

Capitaine L d G

Amnesty réclame de nouveau l'arrestation de George W. Bush.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International appelle trois Etats africains à arrêter l'ancien président américain George W. Bush lors d'une prochaine visite, l'accusant de "crimes" et notamment de "torture".

M. Bush se rend du 1er au 5 décembre en Zambie, en Tanzanie et en Ethiopie, dans le cadre d'une tournée de promotion de programmes de santé, notamment axés sur la lutte contre les cancers du cerveau et du sein.

Dans un communiqué, Amnesty International affirme qu'"il y a suffisamment de preuves dans le domaine public, émanant des autorités américaines et de M. George W. Bush lui-même, pour demander à l'Ethiopie, à la Tanzanie et à la Zambie d'ouvrir une enquête sur sa présumée responsabilité dans des actes de torture, et pour s'assurer de sa présence pendant l'enquête".

M. Bush est accusé d'avoir autorisé des méthodes de torture aux Etats-Unis sous couvert de "guerre contre le terrorisme" dans les années 2000, notamment le supplice de la baignoire, une simulation de noyade.

"Tous les pays dans lesquels M. George W. Bush se rend ont l'obligation de le déférer devant la justice pour son rôle dans la torture", affirme Matt Pollard, conseiller juridique d'Amnesty.

En octobre, Amnesty avait fait la même démarche envers le Canada, qui accueillait l'ex-président américain pour une conférence. Ottawa avait répondu en accusant Amnesty de "banqueroute morale", de "dégénérescence et de politisation".

En février, M. Bush avait annulé une visite en Suisse, après que des appels similaires à son arrestation y avaient été lancés. (belga)

7s7

01/12/11 18h00

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1356671/2011/12/01/Amnesty-reclame-de-nouveau-l-arrestation-de-George-W-Bush.dhtml>

Agora vox : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

Je vous l'ai dit à plusieurs reprises : on a commis des crimes de guerre et on a cherché à en masquer certains, en Irak comme en Afghanistan.

Aujourd'hui, l'une des pires exactions du genre vient d'être révélée.

On sait aujourd'hui comment ça s'est passé.

Et ce n'est certes pas à l'honneur de ceux qui ont pu faire ça. Il faudra qu'un jour la clique de Cheney, de Rumsfeld et de Bush rende compte de ses crimes de guerre, sinon de crimes contre l'humanité comme on peut aisément le faire pour les deux attaques sur Faludjah et l'emploi lors de ces assauts d'armes prohibées par l'ensemble des nations civilisées. Aujourd'hui, cinq ans après les faits, l'Irak elle-même, mise sous pression par les révélations de Wikileaks, vient de demander à réouvrir un dossier que l'on avait soigneusement enterré avec les victimes, dont cinq enfants en bas âge, abattus comme des animaux par des soldats US.

C'est l'envoyé de l'ONU, Philip Alston, venu enquêter sur de possibles crimes de guerre, qui vient de rédiger un mail à l'adresse de plusieurs journaux qui nous explique une nouvelle fois les faits. Ils sont atroces. Il était venu enquêter 12 jours à peine après les faits, mais on n'apprend qu'aujourd'hui ses conclusions, qui ont donc bien été étouffées depuis. Le 15 mars 2006, des soldats américains, en s'approchant d'une maison d'Ishaqi, tout près de Tikrit, appartenant à un fermier, Faiz Harrat Al-Majmae, pris selon eux sous un tir, ont investi en trombe la maison et ont arrêté tous ses occupants, en les menottant, selon les témoignages recueillis, dont celui d'Ibraheem Hirat Khalaf, le propriétaire de la maison, qui avait tout vu, habitant à une centaine de mètres de là à peine. L'histoire en était resté là : on avait retrouvé de petits corps d'enfants, mais ils avaient été jugés comme étant les victimes collatérales du bombardement, placés donc dans la catégorie "peanuts" habituelle pour l'administration américaine : 11 morts de plus, dont on avait les identités exactes, cependant.

Un journaliste, Matthew Schofield du journal Knight Ridder en avait dressé la liste précise, avec les âges. Un vieillard de 75 ans, Turkiya Muhammed Ali, cinq personnes de plus de vingt ans, Faiza Harat Khalaf, 30 ans, Faiz Harat Khalaf, 28 ans, Um Ahmad, 23 ans, Sumaya Abdulrazak, 22 ans et Aziz Khalil Jarmoot, 22 ans et cinq enfants de 6 mois à 5 ans : Hawra Harat Khalaf, 5 ans, Asma Yousef Maruf, 5 ans, Osama Yousef Maruf, 3 ans, Aisha Harat Khalaf, 3 ans et Husam Harat Khalaf, un bébé de 6 mois. Selon le témoin de la scène, après les coups de feu, les hélicoptères avaient tiré six missiles sur la maison pour la réduire en morceaux.

On en serait resté là, si Alston n'avait pas enquêté plus loin sur cet étrange bombardement après des arrestations d'enfants et d'adultes. Ce qu'il allait découvrir et resurgir cinq ans après les faits était innommable. En recueillant notamment les dires du Lt. Col. Farooq Hussain, de la police irakienne, qui lui avait confirmé l'horreur. Ce dernier lui a en effet révélé que toutes les victimes avaient bien été menottées (les adultes) mais qu'elles avaient toutes été tuées chacune d'une balle dans la tête. Un journaliste de Reuters, Amer Amery, lui ayant confirmé que "l'autopsie avait été effectuée à l'hôpital de Tikrit et qu'elle avait trouvé que toutes les victimes avaient des blessures par balles à la tête". Les corps, retrouvés les mains liées, "avaient été jetés dans une pièce avant que la maison ne soit détruite", avait déclaré Hussain. "La police avait même retrouvé les cartouches employées par les soldats US dans les décombres." On est en face de la révélation d'un crime de guerre manifeste, révélé aujourd'hui cinq ans après les faits, bien que dès le mois de mars 2006, cette histoire avait été décrite telle quelle lors d'une émission de radio aux USA, faite par le mouvement Democracy Now. Cinq ans que l'on savait, et cinq ans que les médias US s'étaient tus. Alors que l'on disposait également d'un reportage filmé et de photos de l'événement ! Et même de deux reportages ! Le 2 juin 2006, la BBC avait diffusé une deuxième prise vidéo du massacre, qui selon elle, mettait déjà en cause la version officielle : y était rappelé au passage le massacre d'Haditha, qui avait fait, rappelons-le 24 victimes. Cette fois-ci, il y en avait 11, dont cinq enfants. La BBC mettait déjà en cause le fait que la maison se serait effondrée à la suite d'un échange de tir nourri, la première version donnée par les américains de l'événement. En 2006, pourtant, la presse avait bien relaté les faits.

Même le Figaro en avait fait part. et de façon fort correcte : "Un nouveau scandale guette l'armée américaine. Après les révélations sur le massacre d'Haditha, la BBC diffuse depuis jeudi soir les images de onze cadavres, adultes et enfants, tués dans le village d'Ishaqi, situé à 100 kilomètres au nord de Bagdad. Selon la police irakienne, ils auraient été délibérément abattus par les troupes américaines le 15 mars. Toujours selon la chaîne britannique, qui cite un porte-parole des forces américaines en Irak, Washington a ouvert une enquête. La BBC affirme avoir reçu cette vidéo d'un groupe sunnite opposé à la présence des forces américaines en Irak et estime que ces images contredisent la version officielle des événements, élaborée par les Etats-Unis. Selon les représentants des forces américaines en Irak en poste au moment des faits, quatre civils irakiens seraient morts après une fusillade impliquant des soldats américains qui recherchaient un militant d'al-Qaida signalé dans une maison d'Ishaqi. Selon les militaires américains, ces civils seraient morts dans l'écroulement de leur maison, sous l'effet de la fusillade. Dans cette version officielle des faits, les victimes sont un militant présumé d'al-Qaida, deux femmes et un enfant. Mais selon un rapport de la police irakienne cité par la BBC, les troupes américaines auraient délibérément tué onze personnes dans cette maison, dont cinq enfants et quatre femmes, avant de faire exploser le bâtiment. Sur les images diffusées par la chaîne, on aperçoit plusieurs corps, dont ceux de trois enfants. L'un d'entre eux est couvert de sang. Pour la BBC, les images montrent clairement que les adultes et les enfants ont été tués par balles". Pourquoi donc ce texte, très précis, était-il tombé dans l'oubli depuis 2006 C'est encore un des télégrammes interceptés par Wikileaks qui a rappelé aux irakiens les faits. Mais la BBC n'avait pas plus été écoutée que les autres. La raison ? Les sources qu'elle avait utilisées : "la bande vidéo obtenue par la BBC montre un nombre d'adultes et d'enfants morts sur le site avec ce que notre rédacteur en chef des affaires extérieures, John Simpson, affirme être clairement des blessures par balles. Les photos proviennent d'un groupe extrémiste sunnite opposée aux forces de la coalition". Planait sur le document le spectre de la fabrication : en fait il était brut de décoffrage et nullement retouché. Le bombardement de la maison avait donc été décidé pour camoufler les crimes. Pourquoi ne l'apprend-t-on qu'aujourd'hui ? L'enquêteur de l'ONU nous a donné depuis sa version : selon lui, a-t-il déclaré dans un courriel adressé à une chaîne de journaux, c'est "le fait que le système complexe de communications qui est en place à l'ONU empêche le Human Rights Council d'assurer le suivi lorsque des États ignorent les questions soulevées avec eux." Les Etats-Unis, qui savaient douze jours après qu'ils avaient commis un atroce crime de guerre, auront réussi à le cacher cinq ans, en en empêchant sa divulgation. En plus du premier crime, il en a bien un second, celui d'avoir tout fait pour qu'on l'ignore.

Exactement comme en Afghanistan, avec le cas Steven Dale Green qui avait assassiné la petite Abeer Qassim Al-Janabi et toute sa famille, ou en Afghanistan, à Kunduz, notamment, où on a massacré en masse en offrant après quelques dollars en compensation. On attend toujours qu'un tribunal pénal international se décide à juger les véritables responsables de ces crimes abominables. Ce n'est pas tout de mettre la main sur le cœur, encore faut-il assumer ne pas savoir s'en servir (*).

PS : Je m'étais toujours jusqu'ici promis de ne pas mettre des photos de cadavres dans mes articles afin de ne pas provoquer une compassion déplacée. Cette fois-ci, je vous l'avoue, la coupe est pleine, et c'est un homme révolté qui revient sur ce qu'il avait pu décider jadis : cette fois, trop, c'est trop !

(*) à ce propos, il y en a un au moins qui commence à se poser des questions sur son sort

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-rapport-ignore-pendant-cinq-ans-100016>

Une majorité de Britanniques pour un retrait immédiat d'Afghanistan

Le chef d'état-major des armées britanniques a reconnu jeudi avoir « perdu la bataille de l'opinion » à propos de la guerre en Afghanistan, un sondage montrant que la majorité des Britanniques souhaite un retrait immédiat de leurs soldats, 10 ans après le début de l'intervention.

« Nous avons perdu dans une certaine mesure la bataille de l'opinion ici », a déclaré le général David Richards sur la chaîne de télévision ITV News.

Selon un sondage de l'institut ComRes rendu public jeudi soir sur cette chaîne, près de trois quarts des Britanniques (71%) pensent qu'il est impossible pour les Occidentaux de gagner la guerre en Afghanistan où les résistants se sont renforcés, dix ans après avoir été chassés du pouvoir.

Lors d'un précédent sondage en juin, 60% des Britanniques avaient cette opinion. Alors que le Royaume-Uni doit rapatrier d'ici la fin 2014 la totalité de ses troupes de combat déployées en Afghanistan, 57% des Britanniques souhaitent leur retrait immédiat (contre 26% qui y sont opposés), alors qu'ils étaient 48% à le vouloir en juin.

« Si l'on rappelle au public britannique pourquoi nous sommes là-bas, c'est-à-dire pour notre propre sécurité nationale de façon assez égoïste, et la nécessité d'empêcher ce qui se passe dans d'autres parties du monde comme en Somalie ou au Yémen (...) je ne suis pas sûr qu'ils continueront à penser comme Cela », a réagi le chef d'état-major.

Il s'est voulu optimiste sur la capacité des Occidentaux à stabiliser le pays d'ici 2014, date à laquelle les forces afghanes devront assurer elles-mêmes la sécurité du pays. « Un Afghanistan stable est vital pour notre sécurité sur le long terme. Je pense que c'est faisable », a-t-il dit.

Le Royaume-Uni, avec 9.500 soldats en Afghanistan, est le deuxième plus grand contributeur de la force internationale de l'Otan (Isaf) derrière les Etats-Unis.

Autre signe du pessimisme grandissant des Britanniques sur ce conflit, 60% ne sont pas d'accord avec l'idée que la mort de leurs soldats est un sacrifice justifié (soit 10 points de plus qu'en juin). Au total, 382 soldats britanniques ont été tués depuis le début de l'intervention en Afghanistan en octobre 2001, selon le ministère de la Défense.

Le sondage a été réalisé auprès de 2.047 adultes britanniques, interrogés sur Internet entre le 30 septembre et le 2 octobre 2011.

Farid Merrad

07/10/2011

http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/140496-une-majorite-de-britanniques-pour-un-retrait-immediat-d-039-afghanistan.html

Des Britanniques protestent contre la guerre en Afghanistan.

Des centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Londres samedi pour protester contre la guerre en Afghanistan, amorcée le 7 octobre 2001 et dans laquelle 9500 soldats britanniques sont toujours engagés. Des centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Londres samedi pour protester contre la guerre en Afghanistan, amorcée le 7 octobre 2001 et dans laquelle 9500 soldats britanniques sont toujours engagés.

Le rassemblement s'est tenu à Trafalgar Square à l'occasion du 10e anniversaire de la mission et à l'appel de la coalition Stop the War, qui attendait la venue de 5000 manifestants.

« À un moment, il faut se demander ce qui est le plus dangereux, le terrorisme ou le contre-terrorisme », a déclaré la militante Jemima Khan. « L'Afghanistan est toujours le pire endroit du monde pour les femmes », a-t-elle déploré, ajoutant que 87 % d'entre elles subissent toujours des violences conjugales.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui participait également à la manifestation, a profité de l'occasion pour accuser les journalistes de se comporter comme des criminels de guerre.

« Quand on se rend compte que les guerres sont le résultat de mensonges, colportés auprès du public britannique, américain, de l'Europe entière, on se demande qui sont les criminels de guerre. Ce ne sont

pas seulement les dirigeants, ce ne sont pas seulement les soldats, ce sont les journalistes qui sont des criminels de guerre », a-t-il lancé.

« La réalité, c'est que [l'ancienne première ministre britannique] Margaret Thatcher avait raison : il n'y a plus de société. Ce qui existe à la place, c'est une élite sécuritaire transnationale qui se partage le monde en utilisant vos impôts », a-t-il soutenu.

Manifestation antiguerre aux États-Unis

Entre 150 et 200 manifestants antiguerre ont tenté de pénétrer à l'intérieur du Musée national de l'air et de l'espace de Washington, samedi après-midi, provoquant des échauffourées entre six gardiens et les protestataires.

« Avec le mouvement Occupy Wall Street, il s'agit d'une volonté du peuple de descendre dans la rue dans le pays pour exiger la justice sociale et économique, ainsi que la fin des guerres immorales en Irak et en Afghanistan », ont expliqué les organisateurs de la manifestation, par l'entremise d'un courriel envoyé à l'agence Reuters.

Une personne a été arrêtée et l'un des gardiens a dû utiliser du gaz poivré pour repousser les manifestants, selon une porte-parole du musée.

L'établissement, qui accueille 8 millions de visiteurs annuellement, a été fermé au cours de l'après-midi et devrait rouvrir ses portes dimanche.

Radio-Canada.ca avec AFP et Reuters

2011-10-08

(Source: Radio-Canada)

m-a P : Comment l'occupation finance l'insurrection (1)

Généralement le grand public a une vision binaire du conflit afghan, d'un côté les forces de la coalition, de l'autre les insurrections, les chefs de guerre, les Résistants et, à cheval entre les deux, le gouvernement de Karzaï.

En réalité, les acteurs privés de la guerre, c'est à dire les entreprises civiles et les sociétés militaires privées jouent un rôle extrêmement important sur le théâtre.

Le 7 août 2010, lors d'un discours à l'Institut de service civil, à Kaboul, le président Karzaï a annoncé, de façon totalement fulgurante, l'interdiction unilatérale des sociétés de sécurité privées qui opèrent sur le territoire afghan. Cette décision a été un véritable coup de tonnerre pour les Américains qui n'ont absolument pas compris d'où cela venait. Cela a été attribué à l'opiomanie de Karzaï mais en réalité il s'agit d'un coup à deux bandes : d'une part, renverser le rapport de force avec les Américains puisque Karzaï savait parfaitement que l'ensemble de la machine et de la logistique de l'occupation américaine reposait sur les sociétés de sécurité privées, et d'autre part pour évincer ses concurrents politiques du marché de la sécurité privée.

C'était un événement tout à fait important qui a été complètement relégué à la marge de l'analyse scientifique mainstream mais qui est extrêmement décisif. Pour comprendre la portée de cette manœuvre, il faut expliquer comment le marché de la sécurité privée a été structuré depuis 2001 et comment il fonctionne vraiment actuellement.

D'abord le commandement américain en Afghanistan a mis en place un modèle d'approvisionnement logistique qui est complètement inédit dans l'histoire des opérations extérieures puisque les trois quarts des besoins de l'approvisionnement logistique des 200 FOBs (bases opérationnelles avancées) et postes de combat sont à la charge d'entreprises privées.

Cet approvisionnement logistique est couvert sous le parapluie d'un immense contrat appelé le Host Nation Trucking qui a été signé en mars 2009. Ce contrat de bases et de forces américaines, c'est à dire : les munitions, la nourriture, l'approvisionnement des véhicules blindés et les armes, vaut un montant global de 2,16 milliards de dollars, ce qui représente 16% du PNB afghan.

La signature de ce contrat en 2009 visait à centraliser l'ensemble des contrats de sous-traitance logistique justement pour avoir une vision plus claire. On va voir que le fait inverse a été obtenu puisque le Host Nation Trucking présente un cas de contrat "matriochka", c'est-à-dire de poupée russe. Concrètement, le contrat est attribué à huit "prime contractors", des entreprises qui détiennent le contrat et qui sont des multinationales du Golfe, des multinationales américaines ou des joint-ventures afghano-britanniques, sous-traitent à leur tour à des sociétés de transport locales dans la droite ligne, dans les postulats, de la contre-insurrection qui veut réorganiser la société conquise sur une base économique et commerciale pour offrir de l'emploi à la population civile et la gagner à la contre-insurrection.

Donc les principales sociétés qui détiennent le contrat sous-traitent à des sociétés de transport qui sous-traitent elles-mêmes à des sociétés de sécurité privées, puisqu'une clause spécifique du contrat impose aux entreprises qui le détiennent d'assurer par elles-mêmes la sécurité des convois.

Je me permets une digression sur la sociologie du marché de la sécurité privée en Afghanistan puisque contrairement à l'Irak où la priorité a été donnée à un recrutement étranger, c'est-à-dire des ressortissants des pays du tiers-monde la plupart du temps, en Afghanistan, dans la droite ligne de la stratégie de recrutement de la population autochtone, le contingent privé est composé à 90% d'Afghans.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les entreprises anglo-saxonnes n'écrasent pas le marché. Le marché se partage à 50% entre des acteurs anglo-saxons et des acteurs locaux. Les acteurs anglo-saxons travaillent sur des créneaux réservés, à haute technicité - la protection des diplomates, le renseignement etc. Par exemple, les employés Blackwater travaillaient dans la base de Khost qui a fait l'objet d'un attentat en 2008 et je pense qu'un certain nombre d'entre vous sont au fait des activités de cette société militaire privée.

D'un autre côté, les sociétés de sécurité privées afghanes sont toutes plus ou moins liées au gouvernement. Evidemment, il y a des potentats. Il y a des sociétés de sécurité privées qui sont avec l'Alliance du Nord, d'autres qui dépendent de réseaux plus ou moins fiés au gouvernement mais en bisbille parfois. Je citerais Asia Security Group qui a été mis en difficulté récemment, NCL Holdings :

détenu par le fils du ministre de la défense afghan, Rahim Wardak, Strategic Security Solutions qui appartient à Haji Hassin : le frère de Marshal Qasim Fahim, premier vice-président, Sherzai qui est dirigé par un ancien gouverneur de Kandahar qui est un des plus vieux alliés de Karzaï, et surtout l'entreprise dont je voulais vous parler spécifiquement c'est Watan Risk Management qui est la propriété des frères Popal : des cousins de Karzaï et dont un des principaux actionnaires est Qayum Karzaï, le frère aîné du président.

Contrairement à leurs homologues anglo-saxons, ces sociétés afghanes ont une marge de manœuvre plus étendue puisque l'activité des Anglo-Saxons est très réglementée, il y a des procédures d'enregistrement auprès du Ministère de l'Intérieur afghan. Par conséquent, ces sociétés afghanes, elles, bénéficient d'un certain nombre de privilèges, notamment de mettre en œuvre de l'armement lourd. Ces firmes locales monopolisent la protection des convois, la protection des chantiers de reconstruction, et des aéroports, souvent d'ailleurs à travers des contrats de sous-traitance attribués à des sociétés militaires privées anglo-saxonnes sur la base de joint-ventures, contrats de sous-traitance.

L'avantage principal du Host Nation Trucking c'est effectivement de décharger l'armée américaine de tâches qui ne sont pas prioritaires ou qui sont considérées comme périphériques. Cela permet évidemment aux forces américaines de se dévouer presque exclusivement aux missions de combat. Le Host Nation Trucking supporte environ 75% des besoins d'approvisionnement logistique du théâtre. L'inconvénient principal, et c'est un euphémisme de le dire, est le suivant : ce système de sous-traitance endémique fait que l'armée américaine en réalité a un angle mort total sur ce qui se passe sur le terrain en termes d'approvisionnement de la chaîne. La visibilité des acteurs privés était jusqu'en 2009 quasi nul. D'ailleurs les officiers qui étaient en charge de la supervision des contrats ont avoué eux-mêmes qu'ils n'avaient jamais accompagné un seul des convois du Host Nation Trucking.

Je vais vous démontrer que cette organisation a un impact stratégique majeur sur le théâtre et surtout sur la stratégie contre-insurrectionnelle. Les sociétés de sécurités privées afghanes qui sont enregistrées auprès du Ministère de l'Intérieur afghan sous-traitent à leur tour à des seigneurs de guerre qui sous-traitent eux-mêmes au Résistants.

Nous avons donc des cas absolument extraordinaires, par exemple dans le Helmand, les convois américains sont parfois protégés par les Américains. En fait, il faut comprendre qu'en Afghanistan, toute autoroute, ou toute portion de route, est sous la coupe d'une milice en particulier - milices dont les insurrections divergent ou convergent souvent sur la base d'intérêts financiers plus qu'idéologiques. En réalité, la séparation entre les acteurs et les secteurs n'est absolument pas schématique puisque souvent les compagnies de transport et les compagnies de sécurité sont dirigées par les commandants de la police afghane ou de l'armée afghane.

Je vais vous donner un exemple très concret, celui de l'autoroute 1 qui relie Kaboul à Kandahar. Elle est un des principaux axes routiers d'Afghanistan et elle est sous la coupe de la firme Watan Risk. Or, sur l'ensemble des firmes qui détiennent Host Nation Trucking, toutes ont recours, directement ou indirectement, à cette firme de sécurité, Watan ("peuple" en arabe). Pour vous donner un exemple, NCL, la firme du fils du ministre de la défense afghan, paie \$500.000 par mois à Watan pour assurer la protection de ces convois.

En ce qui concerne la portion de l'autoroute 1 qui relie Kandahar à la province d'Helmand, Watan sous-traite la protection des convois américains à un certain Commandant Ruhullah, qui est un seigneur de guerre, et a des liens établis avec le gouvernement de la province et avec la présidence de la République islamique. Il incarne cette nouvelle génération des seigneurs de guerre qui ont fait fortune justement grâce à la manne américaine. Cette manne a été une chance extraordinaire pour les insurrections.

Ruhullah dirige une firme qui s'appelle Amneyat Commando mais qui est aussi référencée comme Commando Security. Cette firme n'est pas enregistrée auprès du Ministère de l'Intérieur. Cette compagnie a récemment fusionné avec Watan justement pour tout ce qui relève de la sécurité de Helmand dans le Kandahar Security Group, une sorte de super-société de sécurité privée. Ruhullah possède une garde prétorienne de 600 hommes, il a des véhicules blindés, des armes lourdes, des canons anti-aériens, des lance-roquettes, tout l'armement qui est interdit aux sociétés anglo-saxonnes.

Je vais vous donner une liste de la nomenclature des taxes et des octrois qui sont appliqués par Ruhullah. Par exemple, sa firme perçoit \$1.500 par camion pour un voyage de 300 km, ce qui est un prix complètement aberrant. Or, le prix est tout à fait variable selon la cargaison. Par exemple, dans le cas de l'acheminement d'un Humvee ou d'un MRAP sur un FOB, cela peut monter jusqu'à \$10,000.

Par ailleurs, ce système de sous-traitance crée des angles morts d'un point de vue comptable puisque des \$4,000 qui seront facturés pour un camion par une des sociétés de transport, seuls \$1,000 seront payés au sous-traitant de sécurité. Ce système de sous-traitance rapporterait \$20 millions par an à Ruhullah, ce qui est extrêmement important.

Pour vous donner une estimation globale, environ 10% de la manne de la reconstruction serait brûlée au profit des leaders de l'insurrection en Afghanistan par an, c'est à dire \$400 millions. Ce chiffre dépasse de loin l'aide américaine qui a été apportée dans le cadre de l'opération Cyclone de la CIA pour financer les opposants à l'invasion soviétique.

Watan négocie aussi les droits de passage avec les gouverneurs de province et les Résistants à l'année, \$300.000 à l'année, dans une configuration de tonlieux. Les tonlieux étaient des droits de passage, des droits d'octroi, appliqués dans le cadre du découpage féodal de la France aux XIIIe et au XIVe siècle. \$500 pour un camion qui fait le trajet Kandahar – Hérat ; \$100 pour Kaboul - Ghazni. Voilà les prix moyens.

L'accès aux FOBs en lui-même peut être négocié jusqu'à \$150.000 par mois. Ruhullah n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une myriade de seigneurs de guerre qui se sont blanchis, reconvertis ou légalisés dans le secteur de la sécurité privée avec l'invasion américaine de 2001. Je cite aussi Matiullah Khan qui dirige Reserve Operations Unit, une milice de 200 hommes dans la province d'Uruzghan.

On estime que 60% des profits de sociétés de transports sont ainsi siphonnés par ce système de corruption et \$8 millions par mois tomberaient dans les poches des Résistants par ce biais.

Alors évidemment le système a été mis au jour en 2009 par des rapports américains, ce qui a provoqué un véritable séisme au sein de l'Etat-major. D'une part, ce système ne satisfait les Américains parce qu'ils s'aperçoivent qu'une partie de leur argent finance indirectement leur ennemi, d'autre part il ne satisfaisait pas non plus Karzaï parce que cet argent pourrait éventuellement bénéficier à ses concurrents politiques, d'où l'annonce de l'interdiction des sociétés de sécurité privées qui était en réalité inapplicable et Karzaï le savait parfaitement.

Il est question actuellement de regrouper l'ensemble des sociétés de sécurité privées qui opèrent dans le secteur de Kandahar en une seule entité paramilitaire qui serait une force militaire supervisée par le Ministère de l'Intérieur afghan, la Kandahar Security Force. Tous les groupes de sécurité seraient fusionnés. C'est une démonstration de ce qu'est en réalité la construction d'un monopole de la violence légitime, c'est-à-dire un acteur privé qui s'approprie l'autorité et qui serait quand même le seul représentant légitime du droit du peuple. De manière tout à fait intéressante, l'homme qui est pressenti pour diriger cette future Kandahar Security Force, c'est Ruhullah lui-même. On voit bien cette logique de potentats qui se met en place ici.

Comment expliquer alors la mise en place de ce système qui peut paraître complètement absurde et suicidaire ? En réalité, il n'est que le résultat de la stratégie américaine dans le pays depuis 2001 et en fait depuis les années 1980 le déclenchement de l'Opération Cyclone de financement des milices moudjahidines via le Inter Service Intelligence (ISI) pakistanais, donc de cette stratégie continue l'instrumentalisation des milices. Dans un premier temps, cette politique de laisser-faire visait justement à contenir les légions de seigneurs de guerre et de les enlever de la rue, c'est-à-dire si les Américains interdisaient les seigneurs de la guerre de se reconvertir dans le secteur de la sécurité privée, évidemment ils auraient eu un vecteur insurrectionnel de plus (à leur charge. C'est évidemment un calcul à court terme.

L'occupation américaine a donc conduit à l'hybridation entre une culture de guerre féodale ancestrale et un modèle de privatisation de la guerre emportée par les Américains. C'est elle qui a provoqué la transsubstantiation des milices en armées privées. De manière symptomatique, la signature de Host Nation Trucking a coïncidé avec la publication de la doctrine MAAWS, "Money as a Weapon System", c'est-à-dire l'argent comme système d'armes, qui est une doctrine de l'Ecole de management de l'US Army. Elle est très intéressante car elle stipule que l'argent - ou la corruption, en réalité, des potentats locaux - doit absolument être intégré(e) à la stratégie contre-insurrectionnelle. Ce manuel, "Money as a Weapon System", recommande clairement de réorienter les fonds de reconstruction vers les élites et les chefs de villages, toujours dans l'optique contre-insurrectionnelle d'inféodation financière de la population pour la gagner justement à la stratégie de contre-insurrection.

D'autre part il faut rappeler aussi le rôle fondamental joué par la doctrine contre-insurrectionnelle qui a été élaborée par Robert Thompson en Malaisie et au Vietnam, c'est-à-dire que la force occupante doit

réorganiser la société conquise sur une base commerciale, et donc évidemment cette option a renforcé l'externalisation des fonctions logistiques et surtout le réflexe de sous-traitance au secteur privé. De fait, les Américains ont perdu une vision claire de ce qui se passait sur le champ de bataille au niveau des acteurs privés.

Certes, on peut affirmer que ce système est complètement ubuesque puisqu'on peut arguer que les Américains auraient, de façon aveugle ou non intentionnelle, mis en place un système qui aurait provoqué un retour de flammes, mais en réalité il n'a absolument rien d'extravagant au regard de la constance de la stratégie de décharge des Américains sur les moudjahidines. D'abord les narcotrafiquants, puis les seigneurs de guerre et les milices. C'est justement ce plâtrage à grand renfort de dollars des lignes de faille socioéconomiques de l'Afghanistan qui expliquent la faiblesse des pertes de la coalition par rapport à l'occupation soviétique.

Dans le cas de la coalition – c'est-à-dire sur la même période d'occupation – 10ans, la coalition a perdu 2.200 hommes, les Soviétiques en ont perdu 15.000. Cet écart très important s'explique précisément par le système mis en place par les Américains : l'achat de la paix tactique, tout comme certaines municipalités en France la paix sociale en intégrant les caïdats en leur donnant certaines fonctions au sein à la mairie. Les Américains ont fait de même en Afghanistan.

Si du jour au lendemain les Américains mettaient fin à ce système de corruption généralisé, on basculerait d'une guerre de basse intensité à une guerre de moyenne intensité avec une multiplication des pertes de l'ordre du 6 ou 7. Donc c'est un calcul à moyen et à long terme de la part des Américains puisque, évidemment les Américains n'ont pas l'intention de se retirer en 2014, une date qui est un pur mirage et une donnée purement politique.

Ils ont l'intention de rester dans le pays bien au-delà de cette échéance pour mettre en friche les \$1.000 milliards à \$3.000 milliards de ressources fossiles, minières, en fer et lithium etc. Surtout ce paradoxe : les limites intrinsèques d'un pouvoir d'occupation qui est incapable d'assumer les charges et les responsabilités de son projet colonial est soumis principalement à la propension à donner la priorité à des stratégies indirectes ou à des guerres "proxy", c'est-à-dire des guerres par procuration, et donc d'utiliser des forces "proxy" - des forces écrans, des forces relais - étant en fait incapables de coloniser le pays. On est toujours dans la continuité du cercle vicieux qui était initié par l'Opération Cyclone dans les années 1980. Les Américains semblent condamnés pour l'heure à souffrir pour longtemps encore le caractère pourri de ces armées par procuration que le pouvoir américain a entraînées et qu'il supporte actuellement.

Le général Hamid Gul, ancien directeur de ISI pakistanais, disait que l'occupant était déjà défait de fait que le statut quo établi, c'est-à-dire que les Résistants ramassent la manne de l'occupation, jouent sur ce postulat, et attendent le retrait américain. Si ce retrait a lieu en 2014, ce que je ne crois pas, tous les éléments sont réunis pour une répétition de la prise de Kaboul de 1996. On peut espérer par pur humanisme pour le président Karzaï que le sort qui l'attend n'est pas le même que celui du président Najibullah c'est-à-dire d'avoir son corps châtré, et pendu à un lampadaire au centre de Kaboul.

M-A.P

Publié le : lundi 17 octobre

1 Résistance :

Une base militaire américaine attaquée à Kandahar.

Des hommes armés ont attaqué une base militaire américaine au Sud de l'Afghanistan. Selon Press Tv, citant la police et les témoins, au moins cinq explosions ont été entendues au cours de l'attaque mais les tirs ont cessé a, toutefois, affirmé en fin d'après-midi le chef de l'agence afghane du renseignement (NDS) à Kandahar, Eisa Mohammad. Les assaillants tiraient sur cette base à partir d'un bâtiment situé à proximité. Les Résistants ont revendiqué la responsabilité de cette attaque et ont annoncé que les assaillants étaient équipés de ceintures explosives. Selon l'agence de presse chinoise, citant le porte-parole de l'OTAN à Kandahar, un militaire étranger et un soldat afghan ont été blessés lors de cette attaque.

Farid Merrad

27/10/2011

<http://french.irib.ir/info/international/item/149756-afghanistan-des-hommes-arm%C3%A9s-ont-attaqu%C3%A9-une-base-militaire-am%C3%A9ricaine>

2 Afganistan

Politique

Karzai

Nous défendrons le Pakistan face aux attaques américaines.

Le président afghan assure qu'au cas d'attaques américaines contre le Pakistan, Kaboul défendra Islamabad.

Le président afghan, Hamed Karzaï a dit, samedi, que si les Etats-Unis procèdent à une offensive militaire contre le Pakistan, l'Afghanistan restera aux côtés de son voisin et qu'il aidera sa population. Karzaï a évoqué le soutien apporté par le Pakistan à l'Afghanistan, à l'époque de son occupation par l'ex-Union Soviétique pour réitérer que Kaboul restera toujours auprès d'Islamabad au cas d'une intervention militaire indienne. Les déclarations de Karzaï ont eu lieu en réaction aux menaces récemment proférés par les responsables militaires américains, avertissant de s'en prendre, unilatéralement, aux groupes terroristes déployés au Pakistan et en Afghanistan dont le groupe Haqqani.

23/10/2011

Les grandes manœuvres

Karzai confirme à la Loya Jirga que la coalition sous commandement OTAN restera après 2014.

"Le Président afghan Karzai a posé hier ses conditions à un partenariat stratégique avec Washington après le retrait, prévu fin 2014, des troupes de combat de la coalition soutenant son gouvernement.

"Nous voulons notre souveraineté et nous la voulons aujourd'hui", a lancé Karzai devant les quelque 2.000 délégués de la Loya Jirga. "Si les Etats-Unis veulent des bases militaires, nous leur permettrons, c'est à notre avantage, nous recevrons de l'argent et nos forces seront formées".

Karzai a admis que l'Afghanistan aurait encore besoin de l'aide de ses alliés après 2014, "mais à certaines conditions, afin que l'Afghanistan ne soit pas à nouveau piétiné".

METRO - 17.11.2011

Karzaï veut que les États-Unis restent en Afghanistan.

Baroud d'honneur des résistants et discours contrasté - tantôt pragmatique, tantôt exalté - du président Hamid Karzaï... «Business as usual», est-on tenté de dire, pour une Loya Jirga (Assemblée traditionnelle) pourtant exceptionnelle à plus d'un titre. Cruciale pour l'avenir des relations entre l'Afghanistan et ses voisins, elle devrait définir les contours du partenariat stratégique actuellement en négociation entre Kaboul et les États-Unis. Un accord dont dépend la présence des forces américaines en territoire afghan après le retrait des troupes de l'Otan, en 2014. Cette Loya Jirga était aussi appelée à statuer sur les conditions d'une reprise du dialogue avec les insurgés, au point mort depuis l'assassinat de l'ex-président Burhanuddin Rabbani, le 20 septembre dernier. Il avait été nommé un an plus tôt à la tête du Haut conseil afghan pour la paix (HPC) par Hamid Karzaï.

Jeudi matin, au deuxième jour de ce méga rassemblement, qui s'achèvera vendredi, les résistants ont fait savoir qu'ils étaient à la fois contre le dialogue, contre la présence américaine en Afghanistan, contre le gouvernement afghan, en un mot hostiles à la Loya Jirga. Ils ont revendiqué le tir de deux roquettes sur Kaboul, dont l'une près de l'université polytechnique où sont réunis les quelque 2000 délégués venus des 34 provinces afghanes. Un passant a été légèrement blessé, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Un miracle. Quelques jours avant l'ouverture de l'Assemblée, les résistants avaient affirmé détenir les plans de sécurité de la Loya Jirga, placée sous très haute surveillance. En juin 2010, lors de la précédente Loya Jirga, les insurgés avaient tiré cinq roquettes non loin du lieu de la réunion, au moment même où Karzaï prononçait son discours inaugural.

Cette année, le président afghan n'a pas été interrompu dans son allocution. Et, pour la première fois, il a décliné les «termes et conditions» d'un partenariat avec Washington au-delà de la fin du conflit. Tantôt exigeant des États-Unis qu'ils respectent la souveraineté de l'Afghanistan, tantôt reconnaissant que le maintien de bases américaines dans le pays après 2014 serait lucratif pour Kaboul.

Maniant la métaphore devant des délégués enthousiastes, il a lancé sous les applaudissements: «Nous devrions être respectés comme le sont les lions sur leur territoire (...) Le lion n'aime pas qu'un étranger

pénètre dans son habitat. Le lion n'aime pas que ses enfants soient emportés par des intrus durant la nuit, le lion ne laisserait pas cela arriver.» Poursuivant: «Ils (les Américains...) ne devraient pas se mêler de ce qui se passe dans l'habitat du lion et devraient se contenter de monter la garde aux quatre coins de la forêt. Ils forment notre police. Leur assistance est bonne pour l'Afghanistan (...) Si les États-Unis veulent des installations militaires, nous le leur permettrons, c'est à notre avantage, nous recevrons de l'argent et nos forces seront formées.»

La fameuse théorie des 'pommes pourries' : dans l'ensemble bien entendu l'armée d'occupation occidentale est pure et n'agit que pour de nobles idéaux, ce sont "les autres" qui sont les barbares coupables des monstrueuses atrocités... Ce que le Monde omet de préciser ici, c'est que ces faits ont été découverts par hasard après une enquête de l'armée "suite à une violente agression commise sur un soldat. Ce dernier aurait dénoncé le trafic de drogue et d'alcool qui se déroulait au sein de la base, ce qui lui avait valu de subir une véritable raclée de la part de la brigade". - Et que ce vétéran de l'Irak s'était vanté de pouvoir lancer une grenade à quelqu'un pour le tuer au hasard . Quand est-ce encore que nos médias avaient rapportés que les Bons, ceux qui avaient délivré les Irakiens de l'abominable oppression de Saddam Hussein, s'amusaient à jeter des grenades au hasard? Paris-Match, c'est parfois plus instructif que le Monde.

Les dépêches suivantes, 200 militants tués ou capturés, 70 insurgés tués sont passées bien sûr complètement inaperçues, tant la Communauté Internationale, la même qui tue allégrement les "militants insurgés" afghans, est plongée dans l'effroi de la répression menée par Bachar El Assad...

Le Figaro,

17/11

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/17/01003-20111117ARTFIG00772-karzai-veut-que-les-etats-unis-restent-en-afghanistan.php>

L'accord de coopération avec l'Afghanistan tenu secret par Washington.

Les Etats-Unis dissimulent les modalités de leur accord de coopération à long terme avec l'Afghanistan et ne souhaitent pas les communiquer aux médias, a annoncé jeudi soir la présidente de la Loya Jirga (grande assemblée traditionnelle afghane) Safia Sadeki.

Selon la responsable, les participants à la Jirga n'ont, jeudi soir, pas reçu le texte intégral de l'accord sur la coopération stratégique à long terme entre l'Afghanistan et les Etats-Unis, rendant les discussions improductives.

"Les délégués n'ont reçu que des extraits de l'accord énumérant les conditions posées par la partie afghane, mais celles posées par les Américains n'ont pas été portées à la connaissance des représentants", a indiqué la présidente de la Jirga qui réunit à Kaboul près de 2.000 délégués.

Plusieurs experts estiment que les Etats-Unis veulent obtenir de l'Afghanistan son accord implicite, permettant au Pentagone de déployer à long terme ses bases militaires sur le territoire de la République islamique.

18 novembre –

RIA Novosti

La Loya Jirga afghane accepte un partenariat avec les USA.

La Loya Jirga, la grande assemblée traditionnelle, réunie depuis mercredi à Kaboul, a accepté "sous conditions" le principe d'un partenariat stratégique entre l'Afghanistan et les Etats-Unis, selon la déclaration finale lue samedi à l'issue des débats.

Kaboul et Washington continuent de négocier ce partenariat, qui doit définir les modalités de la présence militaire américaine en Afghanistan à l'issue du retrait de l'ensemble des unités de combat de la coalition, prévue fin 2014.

Les plus de 2000 délégués, venus des 34 provinces du pays, se sont également dits favorables à des pourparlers avec les insurgés résistants renonçant à la violence, selon la déclaration finale. En concluant les travaux, le président afghan Hamid Karzaï a indiqué accepter "toutes les conditions et recommandations" contenues dans ce texte.

Pour la sécurité

"La Jirga a décidé que le partenariat stratégique est nécessaire, pour une meilleure sécurité dans le pays", a déclaré la porte-parole de la Loya Jirga, Safia Sidiqqi, lisant la déclaration finale. "Au regard de l'intérêt national de l'Afghanistan, le partenariat stratégique est considéré comme très important", poursuit le texte, qui l'assortit néanmoins de plusieurs conditions.

Les délégués ont estimé que le partenariat devait être conclu pour dix ans et être renouvelable et que les deux parties devaient avoir les mêmes possibilités de le révoquer, selon la déclaration finale. Ils ont souligné que la souveraineté nationale et la Constitution afghanes devaient être respectées et que les Etats-Unis devaient garantir qu'ils n'utiliseront pas l'Afghanistan pour leurs "rivalités politiques", une référence à une utilisation éventuelle du sol afghan pour lancer des opérations militaires contre des pays voisins.

Les forces américaines ne doivent mener aucune opération sans coordination avec les forces afghanes et celles-ci doivent prendre la direction des opérations militaires, estiment également les délégués qui demandent que toutes les prisons américaines sur le sol afghan soient remises au gouvernement afghan.

Réunion exceptionnelle

La Loya Jirga, qui rassemble des représentants des provinces, des tribus, des ethnies et des différentes composantes de la société civile et est réunie très exceptionnellement pour décider des grandes orientations en Afghanistan.

Mercredi, en ouvrant la Loya Jirga, le président Hamid Karzaï avait annoncé aux délégués que l'Afghanistan était "prêt à signer le partenariat stratégique" tout en y posant dans un discours au ton ferme, des "conditions", notamment la fin des opérations nocturnes et des fouilles de domiciles par les forces américaines et l'interdiction pour elles de détenir des Afghans.

"La porte doit rester ouverte aux membres de l'opposition armée qui désirent renoncer à la violence et revenir à une vie paisible", indique également la déclaration finale qui demande néanmoins "une révision de la stratégie de paix et le tracé d'une nouvelle politique".

"Les ennemis et les amis doivent être définis", estime la Loya Jirga, alors que le président Karzaï, désireux de discuter avec les insurgés, les a souvent qualifiés de "frères". Les délégués dans leur

déclaration réclament également des "pressions internationales sur l'Iran et le Pakistan pour qu'ils fassent plus pour le processus de paix".

"Mais il faut veiller à ne pas renouveler l'amère expérience du passé, l'identité des émissaire de paix doit être vérifiée", poursuit le texte, en référence à l'assassinat le 20 septembre à Kaboul, par un prétendu émissaire taliban, de l'ex-président Burhanuddin Rabbani, négociateur en chef de M. Karzaï.

AFP | 19.11.2011 |

Protestations contre l'accord de partenariat avec les Etats-Unis.

Plus d'un millier de manifestants protestent à l'est de l'Afghanistan contre l'accord de partenariat avec les Etats-Unis dont le principe a été accepté samedi par la Loya Jirga (grande assemblée traditionnelle), annonce dimanche le correspondant de RIA Novosti sur place.

Les manifestants, des étudiants en grande majorité, ont bloqué à Jalalabad, grande ville de l'est afghan et capitale de Nangarhar, la route qui mène à Kaboul, la capitale afghane. Certains manifestants scandent des slogans anti-américains et disent qu'ils n'accepteront pas l'accord de partenariat qui, selon les autorités afghanes, vise à assurer la sécurité dans le pays.

"La Jirga a décidé que le partenariat stratégique est nécessaire, pour une meilleure sécurité dans le pays", a déclaré la présidente de la Loya Jirga, Safia Sadeki, lisant la déclaration finale.

Samedi, les participants à la Loya Jirga ont adopté une déclaration de 76 points qui approuve, sous certaines conditions, la conclusion de l'accord de partenariat stratégique entre l'Afghanistan et les Etats-Unis. Une des conditions principales est la fin des opérations nocturnes et des fouilles de domiciles par les forces américaines et l'interdiction pour elles de détenir des Afghans.

Le président afghan Hamid Karzaï, a indiqué samedi que l'accord ne serait signé que si les Américains acceptaient toutes les conditions posées par les autorités afghanes.

Selon des informations non-officielles, le projet de l'accord autorise au Pentagone d'installer ses bases sur le territoire afghan pour un délai de dix ans, en commençant par 2014, l'année où le contrôle de la sécurité dans le pays passera entièrement aux mains des autorités afghanes.

20 novembre

RIA Novosti

2 Usa

Obama

Le retrait étatsunien d'Afghanistan.

En juin dernier le président américain B. Obama a annoncé le retrait de 10 000 soldats étatsuniens d'Afghanistan avant la fin de l'année, et 32 000 autres en 2012. Le 22 octobre son protégé, le président afghan, Hamid Karzai déclarait lors d'une interview à Pakistani TV qu'en cas de guerre entre le Pakistan

et les Etats-Unis, il soutiendrait le Pakistan. Cette déclaration résumait à elle seule l'échec politique et militaire de Washington dans ce pays.

Saul Landau dans Counterpunch dresse le bilan de dix ans d'occupation de l'Afghanistan. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 120 milliards de dollars par an dans cette guerre (plus que l'ensemble du budget de l'Etat afghan). Plusieurs milliers de civils y ont trouvé la mort. L'administration Karzai est une des plus corrompues au monde, sa police pratique la torture (New-York Times 11 octobre 2011). La production d'opium a augmenté de 60 % par an. Selon l'UNICEF 30 % des enfants de 5 à 14 ans sont contraints à travailler pour survivre ou faire vivre leur famille.

Le bombardement des bases arrières pakistanaïses par des drones a provoqué le décès de centaines de civils au delà de la frontière. Selon le think-tank pro-guerre "New american foundation", 32 % des 1 210 morts entre 2004 et 2010. L'ONG Campaign for Innocent Victims in Armed Conflict (CIVIC) compte plus de 800 morts au Pakistan pour la seule année 2009, ce qui n'est pas sans effet sur l'alliance américano-pakistanaïse.

Ce bilan intervient alors que chacun s'accorde à reconnaître que les Résistants n'ont pas cessé d'être une force politique et militaire de première importance qui pèsera lourdement sur l'Afghanistan après le retrait des forces étatsuniennes. Obama avait ouvert son mandat en retirant des soldats d'Irak pour les envoyer en Afghanistan où se déroulait la "vraie guerre" contre le terrorisme. Aucune des offensives menées par les troupes occidentales n'a porté ses fruits et les rebelles résistants se sont même procurés des missiles air-air qui détruisent les hélicoptères et compromettent la suprématie aérienne occidentale. Autant dire que ces dix ans de guerre coûteux en ressources et en vies humaines (y compris aux Etats-Unis : plus d'un millier de soldats morts) n'auront servi à rien. Ils n'auront même pas permis aux Etats-Unis de contrôler les ressources du pays. Aujourd'hui c'est la Chine qui est en pointe pour l'exploitation des minerais afghans.

Même la réalisation du projet d'oléoduc Turkmenistan, Afghanistan, Pakistan, Inde (TAPI) ne sera plus garantie après le retrait des troupes étatsuniennes.

<http://atlasalternatif.over-blog.com/article-le-retrait-etatsunien-d-afghanistan-88219851.html>)

L' Afghanistan au cœur des débats Us.

La signature de l'accord sécuritaire(...) Washington-Kaboul reportée

Ce rapport est dû aux divergences entre les autorités afghanes et américaines. Kaboul demande l'arrêt des opérations nocturnes des forces US ainsi que le transfert du contrôle des prisons aux autorités afghanes ce à quoi s'opposent les Américains.

<http://french.irib.ir/info/...>

Prisons, exactions & torture

De Guantanamo à l'Irak, Dick Cheney ne regrette rien...

L'ancien vice-président de George W. Bush justifie, dans ses Mémoires, le recours aux interrogatoires musclés.

Dick Cheney n'a aucun regret, ni sur la guerre en Irak ni sur les méthodes d'interrogatoire musclées. En 2007, il aurait même volontiers bombardé la Syrie. En revanche, le «faucon» de l'Administration Bush a quelques comptes à régler avec ses ex-collègues.

L'ex-vice-président le plus influent de l'histoire récente des États-Unis a publié ses Mémoires intitulés *In My Time*, mardi, aux États-Unis. À l'heure où Barack Obama met en pratique sa doctrine multilatéraliste en Libye et en Syrie, Dick Cheney, lui, continue de défendre vigoureusement la politique étrangère américaine des années Bush, de 2001 à 2008. Dans son autobiographie de 565 pages coécrite avec sa fille Liz, le prédécesseur de Joe Biden écrit: «Pourquoi s'excuser alors que les Britanniques avaient bien déclaré que l'Irak cherchait à se procurer une quantité importante d'uranium en Afrique? Les 16 mots étaient vrais.»

Simulation de noyade

Jouant avec les mots, Dick Cheney fait référence à la petite phrase prononcée par le président Bush dans son fameux discours sur l'État de l'Union, en janvier 2003. L'Administration avait alors monté en épingle l'affaire de l'uranium devant lui servir de justification morale pour envahir l'Irak. Elle a plus tard officiellement regretté «ces 16 mots». Dans ses propres Mémoires publiées en 2010, George Bush a écrit avoir eu la «nausée» lorsqu'il a découvert qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. Revenant sur les simulations de noyades contre les détenus soupçonnés de terrorisme, comme il l'a toujours dit depuis son départ du pouvoir, Dick Cheney estime que Barack Obama devrait continuer cette pratique «efficace». Sur Guantanamo, il se dit «heureux de noter» que le président n'a toujours pas fermé la prison. Sur le 11 Septembre, à l'en croire, c'est lui qui fut derrière l'ordre d'abattre tout avion civil posant une menace. George Bush avait pour sa part revendiqué cette initiative.

Sur la Syrie, Cheney raconte comment il se désolait en 2007 de voir un George Bush de plus en plus influencé par les partisans de la voie diplomatique. Il avait encouragé en vain le président à faire bombarder un réacteur nucléaire, lequel a depuis été détruit par Israël. «J'étais seul à penser cela. Quand j'ai eu fini de parler, le président a demandé: "Quelqu'un est-il d'accord?" Personne n'a levé la main.»

Dark Vador

Mais c'est lorsqu'il décrit ses anciens collègues que Dick Cheney est le plus vindicatif. Il accuse Colin Powell, le secrétaire d'État de 2001 à 2005, d'avoir saboté en coulisses la politique de George Bush en Irak en faisant fuiter des informations embarrassantes dans la presse. Dans ses propres Mémoires, George Bush n'avait pas caché ses désaccords avec Colin Powell jusqu'à la démission de ce dernier en 2005. Dick Cheney est également très acide avec celle qui a succédé à Powell, Condoleezza Rice: une secrétaire qu'il a jugée «naïve» sur la Corée du Nord.

L'ancien patron de la CIA, George Tenet, en prend aussi pour son grade pour avoir démissionné «quand ça devenait sérieux» en 2004. Interviewé mardi matin sur NBC, Cheney n'a pas enfin caché sa satisfaction d'être toujours surnommé «Dark Vador».

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/30/01003-20110830ARTFIG00613-de-guantanamo-a-l-irak-dick-cheney-ne-regrette-rien.php>

Le meurtre de trois civils afghans

Le sergent-chef Calvin Gibbs a été renvoyé vendredi devant la cour martiale de l'armée américaine pour le meurtre de trois civils afghans au début de l'année 2010.

Il encourt la réclusion à perpétuité. Calvin Gibbs, sergent-chef de la brigade Stryker, devra répondre de ces crimes contre des victimes innocentes devant la Cour martiale. Les faits remontent à novembre 2009, après son arrivée à la base d'opérations avancée de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Agé de 25 ans, ce vétéran de l'Irak - qui se serait vanté de pouvoir lancer une grenade à quelqu'un pour le tuer au hasard – aurait constitué une équipe de choc avec quatre autres soldats, agissant hors de tout commandement. Au cours des mois suivants, le commando constitué par Calvin Gibbs aurait tué pour le plaisir au moins trois civils afghans. Selon les enquêteurs, le premier meurtre aurait été commis sur Gul Mudin, en janvier dernier. Le civil aurait été tué à l'aide d'une grenade à fragmentation transmise par le sergent à l'un de ses soldats, Jeremy Morlock en l'occurrence.

Andrew Holmes, lui, aurait tiré sur l'homme par-dessus un muret, sans aucune sommation. Le deuxième crime de guerre a eu pour victime un dénommé Marach Agha, tué en personne par Calvin Gibbs, qui lui aurait ensuite placé une Kalachnikov entre les mains, histoire de maquiller les faits. En mai, enfin, Mullah Adahdad a été tué d'une balle et attaqué avec une grenade. Détail particulièrement sordide, l'un des cinq soldats inculpés de meurtres avec préméditation aurait recueilli les doigts de chaque victime comme autant de trophées et des membres du commando ont posé en photo avec les corps sans vie des victimes, le sourire aux lèvres. Des restes humains auraient été retrouvés chez deux des accusés, des os de doigts, de jambes, des dents et même un crâne humain (sic). Ces meurtres ont été découverts en mai dernier après une rapide enquête de l'armée suite à une violente agression commise sur un soldat. Ce dernier aurait dénoncé le trafic de drogue et d'alcool qui se déroulait au sein de la base, ce qui lui avait valu de subir une véritable raclée de la part de la brigade. Douze militaires au total ont été mis en cause dans ce dossier le plus grave concernant des soldats américains déployés en Afghanistan depuis 2001. L'avocat civil de Calvin Gibbs, Phillip Stackhouse, a tenté de prouver que les meurtres reprochés à son client étaient des morts au combat légitimes, mais la confession du caporal de l'armée américaine, Jeremy Morlock, l'un des principaux accusés de crimes de guerre en Afghanistan, diffusée sur ABC News, dans laquelle, à peine troublé par l'énormité de ce qu'il annonce, il explique en détail comment il a tué pour le plaisir trois civils afghans, a choqué l'Amérique et mis à mal la défense du sergent-chef.

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Afghanistan-Le-chef-du-commando-de-la-mort-devant-la-Cour-martiale-calvin-gibbs-238653/>

Le sergent Gibbs condamné à la prison à vie pour avoir tué des civils.

Le meneur d'un groupe de soldats américains accusés d'avoir exécuté trois civils afghans en 2010 a été condamné jeudi 10 novembre à la prison à vie par une cour martiale de l'Etat de Washington.

Le sergent Calvin Gibbs a été reconnu coupable de 15 chefs d'accusation, parmi lesquels trois meurtres avec préméditation. Le jury militaire, composé de cinq personnes, avait délibéré pendant cinq heures avant de le déclarer coupable puis de prononcer le verdict.

Le condamné pourra déposer une demande de libération conditionnelle après avoir purgé 10 ans de détention, a décidé la cour. Le procès du sergent Gibbs, 26 ans, avait débuté le 28 octobre à la base militaire de Lewis-McChord, au sud de Seattle.

DES SCÉNARIOS POUR S'AMUSER

Selon l'accusation, le jeune homme était le meneur d'un groupe de cinq soldats qui auraient élaboré pour s'amuser des "scénarios" pour exécuter des civils afghans début 2010 dans la province de Kandahar. Ils auraient aussi prélevé des parties des cadavres et pris des photos avec les dépouilles.

Pendant son témoignage, le sergent avait reconnu avoir prélevé sur les cadavres des doigts, décrits par le procureur comme des "trophées", mais avait assuré que les exécutions avaient eu lieu pendant une attaque ennemie.

"Faire croire à une intervention légitime faisait partie du plan", avait affirmé le procureur mercredi lors de son réquisitoire. Mais ces histoires sont "hautement improbables", a-t-il dit.

Sur les cinq soldats impliqués, trois ont déjà plaidé coupable et été condamnés à des peines allant de 3 à 24 ans de prison. Le cinquième, Michael Wagon, est dans l'attente de son procès.

Le Monde - AFP | 11.11.11

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/11/11/un-soldat-americain-condamne-a-la-prison-a-vie-pour-avoir-tue-des-civils-afghans_1602259_3222.html

3 Otan

Sur le terrain

L'Otan tue six enfants

Les raids de l'OTAN contre les zones résidentielles, à Kandahar, ont tué six enfants et deux femmes. L'attaque a été condamnée, par Karzaï, qui a chargé une commission d'enquêter sur cette affaire.

25/11/2011

4 Les Voisins

Iran

Dans les coulisses et au sénat

L'Iran menace de s'en prendre aux appareils US

Les Forces de l'Otan en Afghanistan (Isaf) ont admis dimanche soir qu'il pourrait s'agir d'un drone américain dont la trace a été perdue au-dessus de l'Ouest afghan. L'état-major des forces armées iraniennes a menacé de mener des opérations contre tout «appareil agresseur» au-delà même de l'espace aérien iranien après avoir annoncé avoir abattu un drone américain RQ-170 «dans l'est du pays», frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan. «Du fait qu'il y a eu violation très claire de l'espace aérien iranien, désormais les actions opérationnelles et électroniques des forces armées de la République islamique contre les appareils agresseurs ne seront plus limitées aux frontières du pays», a déclaré un responsable militaire de l'état-major des forces armées ayant requis l'anonymat,

cité par les médias iraniens. Dimanche dernier, l'armée iranienne a affirmé avoir abattu un drone de renseignement américain RQ-170 «dans l'est du pays», frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan. Cet avion sans pilote «avait violé légèrement les zones frontalières de l'est du pays», a affirmé l'agence Fars citant l'état-major militaire. Selon cette source, les militaires iraniens «ont réussi à enlever aux agresseurs (les opérateurs de l'appareil, ndlr) le contrôle du drone, qui a été abattu avec peu de dégât et se trouve désormais aux mains des forces armées». Aucune image de l'appareil n'a été montrée par l'armée iranienne.

Les Forces de l'Otan en Afghanistan (Isaf) ont admis dimanche soir qu'il pourrait s'agir d'un drone américain dont, selon elle, la trace a été perdue au-dessus de l'ouest afghan. «Le drone auquel les Iraniens se réfèrent pourrait être un drone américain de reconnaissance qui effectuait une mission au dessus de l'ouest de l'Afghanistan en fin de semaine», explique l'Isaf dans un communiqué publié dimanche soir à Kaboul. «Les opérateurs du drone ont perdu le contrôle de l'appareil et tentent toujours de déterminer ce qu'il est devenu», ajoute l'Isaf sans autre précision, notamment sur le type de l'appareil. Le RQ-170 Sentinel est un drone de reconnaissance de haute altitude très récent dont l'existence, révélée en 2009 par des médias spécialisés, n'a été reconnue qu'en 2010 par l'US Air Force. Selon certains sites spécialisés, des appareils de ce type seraient déployés en Afghanistan, notamment pour obtenir des renseignements sur l'Iran et le Pakistan. La menace iranienne de s'en prendre à des drones «agresseurs» au delà des frontières peut viser les appareils américains qui opèrent en Afghanistan et au Pakistan mais aussi dans la région du Golfe.

L'armée iranienne a affirmé à plusieurs reprises ces dernières années avoir abattu des drones américains au dessus du Golfe ou dans des régions frontalières. En janvier, l'Iran avait affirmé avoir abattu deux drones américains dans le Golfe en dehors de l'espace aérien du pays. Le général Amir Ali Hajizadeh, commandant des forces aériennes des Gardiens de la révolution, a annoncé en juin avoir montré à des experts russes deux appareils abattus «dans les eaux internationales et les zones contrôlées par la République islamique». Il avait affirmé que l'Iran était parvenu à «copier» ces drones, dont il n'a pas indiqué le modèle. Les Etats-Unis se sont inquiétés à plusieurs reprises de la construction de drones par l'Iran. Il y a quelques jours, un site conservateur Mashregh, qui publie régulièrement des informations militaires, a mis en ligne ce qu'il a présenté comme des films et des photos pris par des drones des Gardiens de la révolution de plusieurs porte-avions américains opérant dans la région.

06/12/2011

<http://www.lexpressiondz.com/internationale/144111-l-iran-menace-de-s-en-prendre-aux-appareils-us.html>

Russie

Dans les coulisses et au sénat

Drogue: Moscou surprise par l'attitude américaine

Moscou est surprise par le refus des Etats-Unis de détruire les plantations de pavot en Afghanistan, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors du forum international "Objectifs du Millénaire pour le développement en Europe orientale et en Asie centrale".

"Je voudrais attirer l'attention sur une question qui reste irrésolue depuis plusieurs années: la nécessité de lutter contre la drogue afghane à toutes les étapes de sa fabrication, en commençant par la destruction des plantations. Il nous est difficile de comprendre pourquoi nos partenaires américains ne veulent pas que la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan s'en charge", a déclaré le chef de la diplomatie russe.

Selon lui, la Russie ne comprend pas pourquoi les Etats-Unis jugent nécessaire d'inclure la destruction des plantations de coca dans sa stratégie de lutte contre la drogue en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine, mais mettent en doute l'efficacité de cette mesure en Afghanistan.

L'Afghanistan est le premier producteur de drogues au monde, fournissant plus de 80% du volume mondial d'opiacés. Selon le Service russe pour le contrôle des stupéfiants, le pays produit près de 150 milliards de doses d'héroïne et 30 milliards de doses de haschisch par an.

<http://fr.rian.ru/world/20111010/191417328.html>

Moscou appelle les USA à quitter l'Asie centrale

Les militaires américains doivent se retirer d'Asie centrale à l'issue de l'opération antiterroriste en Afghanistan, a déclaré vendredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Alexeï Borodavkine, intervenant à la Douma (chambre basse du parlement).

"Quand l'opération antiterroriste en Afghanistan sera achevée et les troupes américaines se retireront de ce pays, leur approvisionnement ne sera plus nécessaire. Aussi les militaires des Etats-Unis devront-ils partir aussi d'Asie centrale", a insisté le chef adjoint de la diplomatie.

Le général John Allen, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) et des troupes américaines en Afghanistan, avait indiqué auparavant dans une interview à la chaîne de télévision CBC que des militaires américains resteront en Afghanistan après 2014 malgré les accords existants.

Néanmoins, lors du sommet de l'Otan à Lisbonne en novembre 2010, l'Alliance avait décidé de transférer la responsabilité pour la sécurité en Afghanistan aux autorités locales dès 2014.

RIA Novosti

vendredi 7 octobre 2011

La Russie contre une présence américaine après le mandat de l'ONU.

La Russie n'approuvera pas une présence militaire des États-Unis en Afghanistan après l'expiration d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré vendredi l'envoyé russe à l'Otan Dmitri Rogozine. M. Rogozine a déclaré aux journalistes russes que les États-Unis appliquaient la même tactique à la fois en Afghanistan et en Libye, en proposant une formation aux forces armées de ces pays sous le drapeau de l'Otan.

«C'est seulement un prétexte pour préserver leur présence militaire dans ces pays», a dit M. Rogozine. «C'est quelque chose que nous n'avons jamais approuvé. L'Afghanistan devrait être libre de toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures et, par conséquent, les forces de la coalition ne devraient effectuer que les missions prévues par leur mandat accordé par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2001», a-t-il ajouté.

Vendredi également, le vice-ministre des Affaires étrangères Alexeï Borodavkine a déclaré que Moscou insisterait pour une réduction de la présence militaire des États-Unis en Asie centrale une fois achevée son opération de lutte antiterrorisme en Afghanistan.

Mise en échec d'une offensive contre l'Isaf

L'offensive rebelle, coordonnée la plus importante depuis 2009 contre les bases de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) sous commandement de l'Otan en Afghanistan, a été mise en échec vendredi matin, a-t-on appris d'un communiqué de presse de l'Isaf publié dans la soirée. «Au

moins 25 insurgés ont été tués durant les attaques» lancées près de la frontière avec le Pakistan, a précisé le communiqué.

Les insurgés ont effectué, en vain, des tirs indirects depuis plusieurs lieux dans les districts de Gomal, Sarobi et Barmal de la province de Paktika, à environ 160 km au sud de la capitale afghane Kaboul. Les troupes de l'Isaf à Paktika, province orientale située le long de la frontière avec le Pakistan, sont sous le Commandement régional-Est (RC-East). «Un soldat de la Coalition a été légèrement blessé», a indiqué le RC-East de l'Isaf dans un communiqué.

Les troupes internationales stationnées au poste de Margah «ont correctement identifié et détruit un véhicule rebelle piégé avant qu'il puisse atteindre la base», selon le communiqué. Des avions de combat de la Coalition ont fourni un soutien aérien en larguant des bombes à guidage de précision sur des cibles rebelles. Les résistants afghans, actifs dans la région de Paktika ces dernières années, n'ont fait aucun commentaire jusqu'à présent.

R. I.

09/10/2011

<http://www.letempsdz.com//content/view/63498/1/>

Farid Merrad

5 Pays Européen

Allemagne

Rassemblement anti-guerre à Bonn.

05/12/2011

IRIB- Simultanément au discours de la secrétaire d'Etat américaine à la Conférence de Bonn, les groupes anti-guerre ont exprimé, de différentes façons, ces derniers jours, leur opposition à l'intervention de l'OTAN en Afghanistan et ont organisé un rassemblement de protestation.

Selon Mehrnews, des manifestations et rassemblements de protestation ont été organisés par des groupes anti-war, dans différents quartiers de Bonn en Allemagne et ce depuis quelques jours, avant même la tenue de la Conférence sur l'Afghanistan qui a commencé, ce lundi, avec le discours du ministre allemand des Affaires étrangères. Au cours même de la cérémonie d'ouverture, des protestataires, en se glissant dans le coin réservé aux journalistes, y ont brandi une pancarte sur laquelle on pouvait lire: «OTAN = terreur», manière de demander le retrait des forces atlantiques et la fin de l'intervention militaire occidentale en Afghanistan. Ces protestations ont perturbé pendant quelques minutes le cours de la Conférence.

<http://french.irib.ir/info/international/item/156997-rassemblement-anti-guerre-%C3%A0-bonn>

Canada

Canada : Détenus afghans transférés aux USA.

Les détenus capturés par l'armée canadienne en Afghanistan seront transférés aux forces américaines et non plus aux forces de sécurité afghanes, accusées de torturer les prisonniers, a annoncé vendredi le gouvernement du Canada.

Ottawa et Washington ont signé un accord pour faciliter le transfèrement des prisonniers capturés par le Canada au centre de détention de Parwan, situé au nord de la capitale Kaboul. Cette prison qui a ouvert ses portes en janvier 2010 est gérée par l'armée américaine.

"Avec la fin des opérations de combat dans le sud de l'Afghanistan, ainsi que le début d'un nouveau chapitre de notre engagement en Afghanistan, nous avons déterminé qu'il s'agissait là de la meilleure solution possible pour toutes les parties concernées", a déclaré le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, dans un communiqué.

La mission de combat du Canada en Afghanistan entamée en 2001 a pris fin en juillet dernier. Certains militaires canadiens demeurent toutefois dans le pays afin de participer à la formation de la police et de l'armée afghanes à Kaboul.

Par Europe1.fr avec AFP

Grande Bretagne

AFP : GB/Afghanistan: un soldat emprisonné.

Un soldat britannique a été emprisonné et renvoyé de l'armée pour avoir porté un coup de baïonnette à un enfant l'an dernier en Afghanistan, a indiqué le ministère britannique de la Défense, confirmant une information du quotidien The Guardian. Le militaire, Daniel Crook, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement, selon le ministère.

La veille de l'agression, survenue en mars 2010 dans la province du Helmand, il avait été soigné par des médecins en raison de "la quantité considérable de vodka" qu'il avait ingurgitée, avait-il été souligné lors de son audience devant une cour martiale en juin dernier. Le lendemain, son unité était partie en patrouille. Crook n'était armé que de deux grenades et d'une baïonnette, son fusil lui ayant été confisqué par mesure de précaution. Il avait rencontré sur sa route deux Afghans en vélo, dont un enfant de dix ans ans que sa famille avait envoyé faire une course.

D'après l'accusation, le jeune garçon aurait réclamé à cor et à cri du chocolat au soldat. Ce dernier lui avait alors porté un coup de baïonnette au niveau des reins. Lors de son arrestation, le soldat avait été incapable d'expliquer son geste. Le père de l'enfant Haji Shah Zada a déclaré au Guardian qu'il avait reçu 800 dollars (600 euros) de dommages et intérêts, mais aucune excuse de l'armée britannique. Selon lui, son enfant n'a pu encore retourner à l'école en raison de ses blessures.

Le ministère de la Défense a assuré que la protection des civils était "une priorité" de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) et de l'armée britannique. Tout militaire soupçonné d'avoir enfreint le code de conduite des forces envoyées en opération fait l'objet d'une enquête administrative "pouvant aller jusqu'au renvoi ou d'une procédure disciplinaire, le cas échéant", a-t-il souligné. La Grande-Bretagne a déployé dans le Helmand environ 9.500 hommes, ce qui en fait le deuxième contributeur à l'ISAF après les Etats-Unis.

AFP

Publié le 03/12/2011

4 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des US & Otan

Province de Nangarhar(orientale) et de Khouguilani

12 militaires US, tués.

30/11/2011

IRIB- Le porte-parole des Résistants a annoncé la mort de de 12 soldats américains, à l'Est de l'Afghanistan. Ils ont été tués, au cours d'opérations, dans les provinces de Nengar Har et de Khouguilani. Quatre chars US auraient été détruits, au cours de cette attaque.

IRIB

Province du Wardak, (sud-ouest de Kaboul)

07/10/2011

Une bombe artisanale, en explosant au passage de militaires, a fait 3 morts, dans l'Est du pays.

Un soldat a été tué, dans une attaque, dans la province du Wardak, dans l'Est du pays. Le cinquième soldat a trouvé la mort, dans le Sud du pays, dans des circonstances hors opération combattante. L'OTAN a perdu 459 soldats, depuis un début d'année 2011, marqué par une large recrudescence des attaques talibanes. Les Résistants agissent, partout, dans le pays, malgré la présence des 140.000 militaires de l'OTAN.

Irib

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 "Dix ans de guerre de l'information en Afghanistan"

«Elle [la stratégie américaine] a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en oeuvre de l'instabilité constructive.»

6-2 Richard Labévière : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror

1er mai 2003. Sur le porte-avions USS Abraham Lincoln, le président américain George W. Bush annonce avec fierté la fin des « combats majeurs » de l'opération « Libération de l'Irak ». En toile de fond, une grande banderole sur la tour de commandement précise « Mission Accomplished. ».

Cette prestation est d'autant plus grotesque qu'au même moment trois attentats frappent le cœur de Bagdad. Commençaient alors l'occupation angloaméricaine et le démantèlement de l'Etat-nation irakien, livré aux communautés, aux tribus et autres pillards, avant-goût de la démocratie selon Washington. Grotesque, ce discours l'est à plus d'un titre, mais sa structure formelle confirme au moins un point capital : la deuxième guerre d'Irak s'inscrivait bien dans le cadre stratégique plus large de la « Global War on Terror », déclenchée au lendemain des attentats du 11-Septembre.

A cette date-là, l'OTAN déclare en effet qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre les Etats-Unis, mais contre les 19 pays de l'Alliance. C'est la première fois que la clause de solidarité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord est invoquée depuis sa création en 1949. Rapidement, Al-Qaïda et son chef Oussama Ben Laden sont désignés comme responsables. Un contingent d'américains débarque le 7 octobre 2001 en Afghanistan pour l'opération Enduring Freedom. Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 de l'ONU est votée. Elle mandate officiellement une coalition internationale.

La Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est mise en place. La troisième guerre d'Afghanistan commence. Trois objectifs sont affichés : capturer Ben Laden, détruire les bases Al-Qaïda et renverser le régime taliban. Les deux derniers objectifs sont rapidement atteints.

GWOT : confusion volontaire des fins et des moyens

De la troisième guerre d'Afghanistan à celles d'Irak et de Libye (2011), ces opérations se démarquent des ripostes anti-terroristes et du contre-terrorisme traditionnels par des actions militaires de grande ampleur à l'étranger, non dénuées de visées stratégiques différentes de leurs objectifs initiaux. « Guerre globale contre la terreur » : étymologiquement, cette terminologie pose un problème de stricte logique formelle. Le terrorisme n'est pas une substance, mais un flux, sinon une technique – guerre du faible au fort – dont les modus operandi ne cessent de se transformer.

Peut-on faire la guerre à un flux ? Ne s'opposant pas à des Etats mais à des groupes non étatiques, la GWOT n'a pas de calendrier clairement établi et conduit inévitablement à l'instauration d'un « état d'exception permanent ». Elle recourt parfois à des procédures étrangères au droit international et finit par imposer, sinon « légaliser » le concept de « guerres préventives » contre les États soupçonnés d'abriter des groupes terroristes et/ou susceptibles de leur fournir des « armes de destruction massive ».

Dans une confusion volontairement établie entre ses finalités stratégiques et ses moyens tactiques, la GWOT combine la lutte directe, c'est-à-dire le démantèlement des cellules terroristes, la destruction des camps d'entraînement et la lutte indirecte. Cette dernière recouvre les enquêtes et les pressions sur les gouvernements, organisations et personnes soutenant les organisations terroristes et le gel des avoirs soupçonnés d'appartenir ou de servir à des groupes terroristes. Elle englobe aussi les aides financières aux pays participant à la lutte contre le terrorisme, les coopérations policière et judiciaire internationales ainsi que de la coopération entre services de renseignement. Sa dernière invention préconise une tentative de réorganisation politique des Proche et Moyen-Orient – le Grand Moyen-Orient – concocté

par les idéologues néo-conservateurs de l'administration Bush. La deuxième guerre d'Irak aura été sa séquence la plus dévastatrice.

Le choix de l'instabilité constructive

La stratégie des Etats-Unis ne se résume pas à une traduction mécanique de ces éléments, mais de l'aveu même du président des Etats-Unis et de ses conseillers, ils permettent d'élaborer une « vision globale » et des « lignes directrices ». Le directeur exécutif du très influent Washington Institute for Near East Policy, Robert Satloff, a baptisé cette stratégie « instabilité constructive ». Il constate que la recherche de la stabilité des Etats de la région, qui fut, « historiquement », le trait dominant d'une politique proche-orientale des Etats-Unis, a abouti « à des impasses ». Cette remise en cause d'une politique étrangère privilégiant la « stabilité » des Etats du Proche et Moyen-Orient a été, certes, confortée par les attentats du 11 septembre 2001, mais son chantier était ouvert dix ans plus tôt, début 1991, dès la fin de la première guerre du Golfe. Les experts des officines néo-conservatrices, comme Paul Wolfowitz qui deviendra numéro deux du Pentagone, expliquent alors qu'il aurait fallu « poursuivre la guerre de libération du Koweït jusqu'à Bagdad, pour démanteler un pays qui restera une menace pesant à la fois sur nos intérêts énergétiques et sur la sécurité d'Israël. ». Les attaques du 11-Septembre apporteront le meilleur argument aux adeptes de l'instabilité constructive, qui estiment que la menace terroriste est ancrée principalement dans certains États de la région, dont l'Irak, la Syrie et l'Iran. En « déstabilisant » ces trois Etats de « l'Axe du mal », la stratégie américaine « révisée » prétendait anéantir le terrorisme en changeant, par la force, la nature de leur régime.

Elle a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en oeuvre de l'instabilité constructive.

GWOT : un bilan désastreux

L'utilisation optimale des attentats du 11- Septembre a fourni l'habillage médiatique idéal pour justifier les nouvelles priorités de la politique étrangère des Etats-Unis. En proclamant la priorité à la GWOT, à la chasse de ben Laden et de ses complices, « les décideurs américains vont disposer du plus bel alibi historique à leur disposition depuis la fin de la Guerre froide », explique un attaché militaire européen en poste à Washington : « Au nom de la lutte anti-terroriste, ils vont opérer le redéploiement militaire américain le plus considérable depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ».

Directeur de l'IRIS, Pascal Boniface explique.: « Les Américains ont prôné le modèle du coup de pied dans la fourmilière, y compris par la guerre. Le bilan de celle d'Irak apparaît largement et globalement négatif. Les adversaires de cette politique estiment qu'ils peuvent être de l'extérieur un mouvement démocratique mais que celui-ci doit avant tout être le fruit d'un processus interne » . En définitive, la guerre globale contre la terreur et son corollaire diplomatique – le Grand Moyen-Orient – auront sérieusement amplifié la menace qu'ils étaient censés circonscrire, sinon anéantir. Discréditant durablement les principes fondateurs des vieilles démocraties occidentales et leurs capacités à inspirer l'avenir constitutionnel et politique de pays d'autres continents, les réponses aux attentats du 11 septembre 2001 auront aussi passablement consolidé la fabrication du « choc des civilisations ».

Richard Labévière, Consultant international, Auteur de Vérités et mythologies du 11 septembre.

Ed. Nouveau Monde

http://www.afghana.org/1015/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=31

(ou <http://csotan.org/pdf/574.pdf>)

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=26966>

www.Mondialisation.ca

6-3 Vidéo : Pour Sarko la mort des soldats français est un sujet de plaisanterie!

Voici une vidéo-preuve extraite du journal de France 2 du 20 aout 2008 :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article3420>

10-2 Provinces Afghanes

Carte cliquer dans l'image : <http://en.wikipedia.org/wiki/Image:AfghanistanNumbered.png>

AfghanistanNumbered.png (181KB, MIME type: image/png)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19